



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES 2022-2027

Le choc inflationniste devrait brider la reprise économique en 2022 et 2023. Amorcée l'an dernier, cette reprise de l'activité est moins marquée à Bruxelles qu'en Flandre et en Wallonie. Le pouvoir d'achat des ménages s'améliorerait à partir de 2023. À moyen terme, le taux de chômage diminuerait dans chacune des régions. Ce sont les principales conclusions des nouvelles perspectives économiques régionales publiées conjointement par le Bureau fédéral du Plan, l'Institut bruxellois de Statistiques et d'Analyse, Statistiek Vlaanderen et l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique.

Reprise économique en 2021, ralentissement en 2022 et 2023, suivi d'une croissance modérée

Après la forte récession de 2020, le rebond de l'activité en 2021 a été moins marqué à Bruxelles qu'en Wallonie et qu'en Flandre. Ainsi, l'activité flamande a dépassé l'an dernier son niveau de 2019 et la Wallonie l'a pratiquement rejoint. La reprise a été plus limitée à Bruxelles, en raison notamment d'un rebond moins prononcé de la branche « commerce et horeca » et d'une baisse d'activité qui perdure dans la branche « crédit et assurances ». En 2021, la croissance du PIB a ainsi atteint 3,9 % à Bruxelles, 7,0 % en Flandre et 6,3 % en Wallonie.

La forte inflation bride la poursuite de la reprise dans toutes les régions. En 2022, les estimations de croissance du PIB s'élèvent à 2,1 % à Bruxelles, 2,8 % en Flandre et 2,5 % en Wallonie. L'an prochain, elles devraient ralentir à 1,1 % en Wallonie et 1,3 % en Flandre et à Bruxelles.

Sur la période 2024-2027, la croissance du PIB s'établirait, en moyenne, à 1,1 % par an à Bruxelles, 1,5 % en Flandre et 1,3 % en Wallonie.

Des taux de chômage en baisse

Sur la période 2022-2027, l'emploi intérieur augmenterait, en moyenne, de 0,5 % par an à Bruxelles, 0,7 % en Wallonie et 0,9 % en Flandre. Notamment grâce à la poursuite de la tendance à la hausse des navettes de Bruxelles vers la Flandre, l'emploi des résidents bruxellois augmenterait plus fortement, de 1,4 % par an, que celui des résidents flamands et wallons (de 0,7 % chacun). Le taux de chômage à Bruxelles chuterait dès lors sur cette période, passant de 15,3 % en 2021 à 13,0 % en 2027. La baisse serait moins prononcée en Flandre (de 5,3 % à 4,4 %) et en Wallonie (de 12,0 % à 11,3 %).

Après un recul en 2022, le pouvoir d'achat des ménages repartirait à la hausse dès 2023

En 2020 et 2021, grâce aux mesures publiques de soutien, le pouvoir d'achat, mesuré au niveau macroéconomique par le revenu disponible réel par habitant, se serait accru en moyenne de 0,7 % par an en Flandre, de 1,0 % à Bruxelles et de 1,2 % en Wallonie. Cette année, la forte inflation fait baisser le pouvoir d'achat dans les trois régions. En 2023, le revenu réel par habitant devrait repartir à la hausse dans les trois régions, grâce notamment à une indexation des salaires et des allocations sociales supérieure à l'inflation cette année-là. Par la suite, sur la période 2024-2027, on retrouverait une croissance du pouvoir d'achat dans chaque région proche de celle qui a été observée avant la crise sanitaire (2015-2019), soit 1,1 % par an en Flandre, 1,4 % à Bruxelles et 1,2 % en Wallonie. À Bruxelles, les rémunérations des salariés contribueraient relativement plus à la hausse des revenus (grâce à l'augmentation plus marquée de l'emploi des résidents) tandis qu'en Flandre et en Wallonie, la contribution des pensions serait relativement plus importante.

Les perspectives régionales esquissent un scénario économique pour les trois régions. Elles consistent en une désagrégation des « Perspectives économiques 2022-2027 » pour l'économie belge publiées en juin 2022 par le Bureau fédéral du Plan. Cette projection tient compte des informations disponibles au 3 juin 2022.

Retrouvez la publication complète sur notre site :

- <https://www.iweps.be>